



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Télécommunications

Dans la perspective de la révision du cadre réglementaire des télécommunications qu'elle a entrepris cette année, la Commission européenne (DG XVIII) a commandé une étude sur la complexité des tarifs téléphoniques apparue suite de la libéralisation du marché des télécommunications dans l'Union et qui devrait encore s'intensifier avec l'essor des services de téléphonie mobile. Cette étude propose deux mesures de clarification : préalablement à l'appel téléphonique, les consommateurs devraient pouvoir connaître facilement et gratuitement le prix de la communication ; dans un laps de temps raisonnable, et pas plus grand que la période de facturation, les consommateurs devraient être en mesure de connaître, sans frais, le prix exact de chaque appel facturé. Les autorités de réglementation nationale pourraient imposer aux opérateurs la fourniture d'un tel **service, universellement disponible et gratuit** à chaque abonné.

Par ailleurs, la Commission a confirmé qu'elle allait lancer une investigation portant sur les prix de location de lignes à courte distance pratiqués par certains opérateurs nationaux, anciens monopoles, à l'égard des nouveaux entrants sur le marché et sur les coûts de communication, en téléphonie mobile, supportés en cas d'appels internationaux.

Services postaux

Le 16 septembre dernier, la Commission a approuvé l'accord REIMS II, conclu entre 16 opérateurs publics de services postaux dans le cadre de la libéralisation de ce secteur et du processus de restructuration en cours. Cet accord, portant sur les frais terminaux qui constituent la rémunération des coûts de distribution du courrier transfrontalier dans le pays de distribution, vise à déterminer des prix reflétant correctement la structure des coûts réels. REIMS II lie ces frais aux tarifs postaux intérieurs du pays de destination ainsi qu'à la qualité du service fourni et instaure un système de normes de qualité et de pénalités afférentes. La Commission a accepté de déroger à l'interdiction des ententes pour la période allant du 1^{er} avril 1999 au 31 décembre 2001 et, en contrepartie, a instauré, notamment, un plafonnement de l'augmentation des frais terminaux, par rapport au tarif intérieur, 55% en 99, 65% en 2000 et 70% en 2001. Les Pays Bas n'ont pas signé cet accord.

En réponse, plusieurs fédérations de gros usagers des services postaux ont lancé une enquête sur l'augmentation des prix du courrier, car cet accord autorise les pays ayant des tarifs anormalement élevés - comme l'Allemagne - à imposer un pourcentage fixe de 70% à tout expéditeur vers ce pays.

Ententes et positions dominantes

La Commission européenne a publié, le 24 septembre dernier, un projet de règlement et un projet de lignes directrices concernant les accords verticaux entre producteurs et distributeurs. Les parties intéressées sont invitées à formuler leurs observations sur ces nouvelles règles, avant adoption définitive : sous un mois en ce qui

Telecommunications

In view of the revision of the regulatory framework for telecommunications which the Commission (DG XVIII) undertook last year, it has ordered a study into the complexity of telephone pricing that has arisen in the wake of market liberalisation in the Union, and which ought to intensify with the expansion of mobile phones. The study puts forward two measures to clarify the matter: before making a call, customers should be able to know the price they will pay easily and freely, and; they should be able to know the cost of each call within a reasonable period of time, which must not be longer than time in which they will receive their bills. National regulatory authorities should be able to require telephone operators to provide such a **service universally and freely** to each subscriber.

In addition, the Commission has announced that it is launching an investigation into costs charged by certain national operators, which were formally monopolies, for the rental of short-distance telephone lines to new market entrants, as well as the communication costs for international calls made by mobile phone.

Postal Services

The 16 September last, the Commission approved the REIMS II accord with 16 public postal service operators, within the framework of the present liberalisation and restructuring of the sector. The accord relates to terminus charges, which make up the remuneration for costs incurred in the cross-border distribution of mail, and aims at fixing prices that correctly reflect real costs. REIMS II links costs to domestic postal charges and to the quality of service provided. It also sets up a systems of quality standards and establishes appropriate penalties. The Commission has accepted to provide a derogation for agreements covering the period of the 1st April 1999 to 31st December 2001, but in exchange has obtained that any rise in terminus costs will not exceed domestic rates by more than 55% in 1999 and 65% in 2000 and 70% in 2001. The Netherlands have not signed this accord

In reply, various federations of large-scale postal service users have launched an enquiry into the price increases of mail, as this accord allows countries which have abnormally high costs - Germany in particular - to impose a 70% surcharge on all mail to the country.

Collusion and market dominance

On the 24 September, the European Commission published a project for the regulation and a project of general guidelines concerning vertical agreements between producers and distributors. Interested parties are invited to formulate their observations concerning the new rules, before they are finally adopted: within a month, for the

concerne le règlement d'exemption et deux mois pour les lignes directrices. La Commission envisage d'adopter ce texte au premier semestre 2000.

Paiements transfrontaliers

Les banques continuent de justifier les coûts parfois exorbitants des virements transfrontaliers et des opérations de change à l'intérieur de la zone-euro par des raisons techniques. Lors de l'audition des représentants du secteur bancaire par le Parlement européen (commission économique et monétaire), les députés ont évoqué les nombreuses plaintes qu'ils reçoivent. La Commission européenne a précisé en avoir reçu environ 800 depuis février et a indiqué avoir du mal à obtenir des informations auprès des banques sur le fonctionnement de ce marché, depuis l'enquête lancé par K. Van Miert sur des soupçons de pratiques anticoncurrentielles.

La Banque centrale européenne (BCE) a publié un communiqué soulignant que la directive, entrée en vigueur en août dernier, devrait entraîner d'importantes améliorations, mais pourrait ne pas suffire pour répondre à toutes les exigences d'un marché unique et aux attentes des usagers. Pour cette raison, l'Eurosystème a établi une série d'objectifs pour les paiements transfrontaliers de détail et demande aux banques de les atteindre, au plus tard, le 1^{er} janvier 2002. Le rapport complet, en anglais, (Improving cross-border retail payment services in the euro area) de la BCE est consultable sur le site de la banque centrale : <http://file://www.ecb.int>

Conférence intergouvernementale

Le rapport du groupe des "Sages", instauré par la Commission, devrait être publié le 14 octobre prochain. Ce rapport ne liera pas la Commission qui fera connaître officiellement ses propositions de réformes institutionnelles en janvier 2000.

Réseaux transeuropéens

Selon une étude de la Fédération européenne de la construction, les 14 projets de réseaux transeuropéens de transports, qualifiés de prioritaires par l'Union Européenne en 1994, sont très en retard sur leur calendrier. Mis à part l'aéroport de Malpensa et l'Øresund, ces projets ne seront pas réalisés pour 2010 comme prévu, certains mêmes ne devraient pas être achevés avant 2015/2020, comme le lien ferroviaire Nord-Sud, la liaison ferroviaire à grande vitesse entre la France et l'Italie et le "triangle nordique" entre la suède et la Finlande.

Retards aériens records

Les chiffres, publiés par l'association des compagnies aériennes européennes (AEA) montre que l'Europe a connu un taux de retards aériens records au deuxième trimestre 1999, essentiellement sur l'arc Nord de l'Italie - Suisse - Sud de la France - Nord-Est de l'Espagne.

Adressez à "NOUVELLES NEWS EUROPE" de brèves informations en français et anglais, par courrier, fax, E-mail (celsig@worldnet.fr)

exemption rules, and within two months for the guidelines. The Commission envisages adopting the text in the first half of 2000.

Cross-Border Payments

Banks are still justifying their costs for cross-border transfers and exchange operations within the euro-zone on technical grounds, costs that are sometimes exorbitant. During hearings of bank representatives by the European Parliament (the Economic and Monetary Commission), MEPs evoked the number of complaints they have had. The European Commission has specified that it has received about 800 since February, and has indicated that it has faced difficulties in obtaining information directly from banks about the functioning of this market, since K. Van Miert launched an investigation of suspicious anti-competitive behaviour.

The European Central Bank (ECB) has published a communication which stresses that the directive should lead to significant improvements, but may not be sufficient to meet the demands of the single market and users' expectations. For this reason, Eurosystème has established a series of objectives for cross-border retail payments, and has requested banks to achieve these objectives by 1st January 2002. The complete report is available in English (Improving cross-border retail payment services in the euro area), from the ECB and may be consulted on the Bank's web-site: <http://www.ecb.int>

Inter-Governmental Conference

The report by the group of "wise persons" created by the Commission, should publish its report the 14 October next. This report will not bind the Commission, which will make its propositions for institutional reform known in January 2000.

Trans-European Networks

According to a study by the European Construction Federation, 14 trans-European transport projects, which were qualified by the European Union as priorities in 1994, are very late on schedule. Apart from the airports in Malpensa and Øresund, these projects will not be completed by 2010 as planned, and some will not even be finished by 2015/2020, such as the North-South rail link, the high-speed train link between France and Italy and the "Nordic-triangle" between Sweden and Finland.

Record Air Delays

Figures published by the Association of European Airlines (AEA) shows that Europe experienced record levels of flight lateness during the second quarter of 1999. This deterioration is continuing, and affects essentially the arc running from Northern Italy, via Switzerland, Southern France to North-Eastern Spain.

Please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or E-mail (celsig@worldnet.fr).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Nicholas Sowels. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.